

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

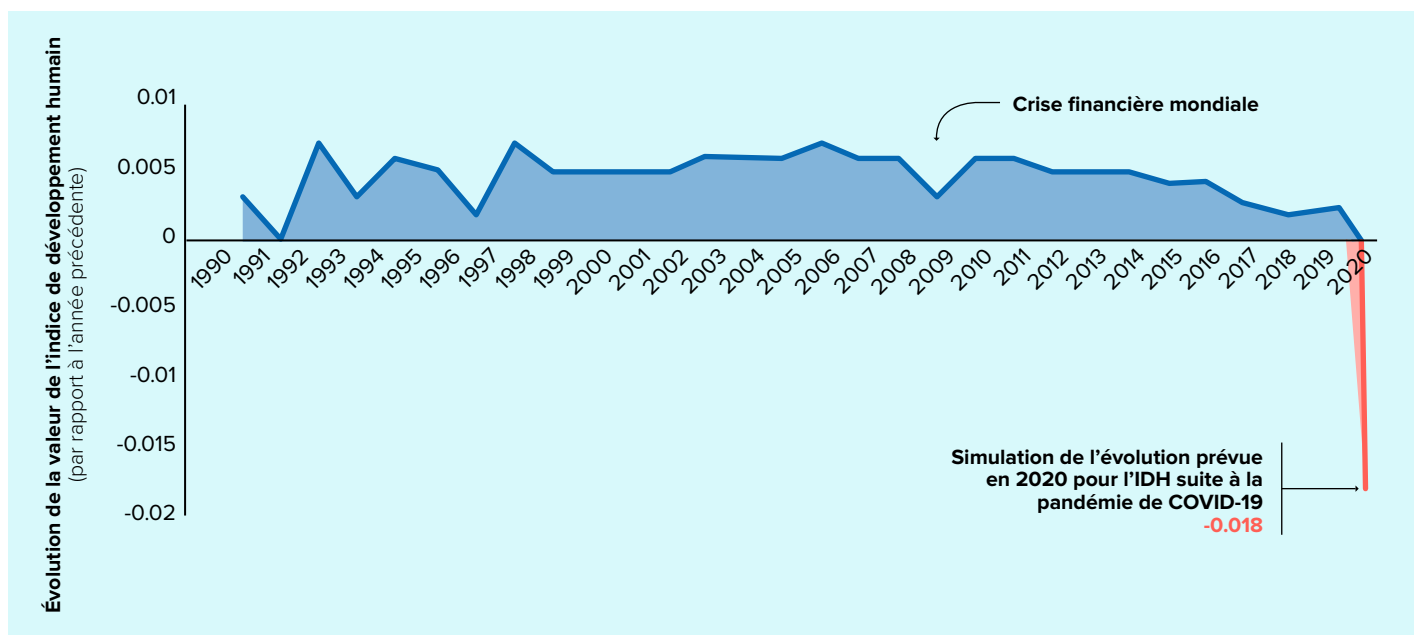


Au-delà du relèvement : à l'horizon 2030

La prochaine phase de la réponse du PNUD à la crise de la COVID-19 vise à aider les décideurs à voir plus loin que le relèvement, à l'horizon 2030, afin qu'ils puissent faire des choix et gérer la complexité et l'incertitude dans quatre domaines principaux : la gouvernance, la protection sociale, l'économie verte et la disruption numérique. Elle englobe notre rôle de chef de file technique dans la réponse socioéconomique de l'ONU.

Étapes charnières : des choix qui façonneront l'avenir post-COVID

Le développement humain – qui mesure conjointement le niveau d'éducation, le niveau de santé et le niveau de vie dans le monde – est en passe de reculer en 2020, une première depuis que ces indicateurs sont mesurés.



Avec près de 100 millions de personnes supplémentaires poussées dans l'extrême pauvreté en 2020, 1,4 milliard d'enfants concernés par la fermeture des écoles et plus de 400 000 décès confirmés des suites de la COVID-19 début juin, la pandémie affecte toutes les dimensions du développement humain, dans tous les pays, pratiquement en même temps. Les gouvernements et les sociétés sont face à des choix politiques, réglementaires et budgétaires sans précédent, alors qu'ils s'efforcent de sauver des vies et de placer le monde sur la voie d'un avenir durable. Les choix opérés aujourd'hui, s'ils sont judicieux, pourraient constituer des étapes charnières et transformer positivement nos sociétés et notre planète.

Une réponse visionnaire à la pandémie de COVID-19 pourrait permettre de laisser derrière nous une époque où un tiers de la nourriture produite est jetée, alors qu'une personne sur dix souffre de la faim, dans un monde où l'on dépense dix fois plus pour les subventions aux combustibles fossiles que pour les énergies renouvelables, et où plus de deux milliards de personnes vivent dans la précarité, un conflit ou la violence. Une telle réponse pourrait changer la vie de ceux qui n'allaient pas à l'école, qui n'avaient pas de travail, qui n'étaient pas connectés à internet et n'avaient pas accès au réseau avant même que le virus ne se propage.

Le PNUD a recensé sept étapes charnières, de l'aspiration de paix renouvelée qui émane de l'appel du Secrétaire général de l'ONU en faveur d'un cessez-le-feu mondial, jusqu'à la prise de mesures décisives contre l'exclusion, le racisme et les inégalités entre les sexes. Ensemble, ces étapes charnières pavent un chemin **au-delà du relèvement, vers 2030**, pour que le plus grand recul jamais observé dans le développement humain puisse se transformer en un bon historique en avant, avec les Objectifs de développement durable comme boussole.



La réponse évolutive de l'ONU et du PNUD

Toutes les capacités du système des Nations Unies sont aujourd'hui mobilisées, dont les leviers socioéconomiques de plus de 40 entités du système des Nations Unies pour le développement. La **réponse socioéconomique** de l'ONU, dont les aspects techniques sont dirigés par le PNUD, représente l'un des trois piliers des efforts déployés par les Nations Unies pour sauver des vies, protéger la population et reconstruire en mieux, en parallèle à la **réponse sanitaire** dirigée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et à la **réponse humanitaire**, détaillée dans le Plan de réponse humanitaire global COVID-19, dirigé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Au niveau national, ces trois axes sont combinés au travers de 131 équipes de pays de l'ONU, qui mènent leur action avec dévouement dans 162 pays sous la direction et la coordination du coordonnateur résident.

En mars, le PNUD a présenté sa réponse intégrée « **Préparation, riposte, relèvement** » à la COVID-19, laquelle était axée sur trois priorités immédiates : l'appui aux systèmes de santé, la gestion de crise multisectorielle, et l'évaluation des besoins et la riposte face aux répercussions sociales et économiques.

En trois mois, nous avons mobilisé plus de 170 millions USD en nouveaux fonds auprès de nos partenaires et réaffecté plus de 150 millions USD des fonds consacrés aux programmes, en accord avec nos donateurs et partenaires, dont 30 millions USD ont été alloués à 130 bureaux de pays dans cinq régions par l'intermédiaire d'un nouveau Fonds d'intervention d'urgence (RRF) à l'appui des priorités des gouvernements face à la pandémie de COVID-19.

- En ce qui concerne les **évaluations**, le PNUD a coopéré avec les équipes de pays de l'ONU et des institutions financières internationales (IFI) pour la réalisation de **plus de 70 évaluations de l'impact socioéconomique**, de la pandémie, qui ont permis d'aviser rapidement les décideurs politiques des différents effets socioéconomiques possibles et de leurs conséquences.
- Dans le domaine de la **santé**, le PNUD a apporté un appui à 88 gouvernements pour l'acquisition d'**équipement personnel de protection** et de matériel médical pour plus de 80 millions USD. Nous avons collaboré avec le **Fonds mondial** dans 13 pays pour mobiliser plus de 10 millions USD en reprogrammant certaines activités et en utilisant des économies réalisées à partir de subventions existantes.
- Dans le domaine de la **gestion de crise**, le PNUD a déboursé 12,6 millions USD pour aider les gouvernements de 47 pays à assurer la **continuité des activités et** à planifier, coordonner, communiquer et financer leurs ripostes à la crise.

40 % des initiatives soutenues dans le cadre du RRF intégraient la dimension de genre, 26 % visaient notamment à appuyer le système de santé, 32 % contribuaient à l'intégration des ODD et 44 % comptaient le renforcement de la gouvernance parmi leurs objectifs. Les 130 pays ayant bénéficié d'un appui englobaient 79 % des pays les moins avancés (PMA), 78 % des pays considérés comme fragiles et 64 % des petits États insulaires en développement (PEID).



La COVID-19 pourrait plonger jusqu'à
100 MILLIONS
de personnes dans
L'EXTRÊME PAUVRETÉ

Ces actions n'étaient qu'un début. La prochaine phase de l'offre de préparation, de riposte et de relèvement du PNUD consiste donc à élargir la portée de notre réponse, en tirant parti des leçons apprises depuis mars et en intégrant le rôle socioéconomique du PNUD. Cette nouvelle phase vise à aider les décideurs à faire des choix et à gérer la complexité en période d'incertitude dans quatre domaines imbriqués. Ces quatre domaines ont été recensés et qualifiés de priorités par le PNUD, qui a cartographié les besoins immédiats et émergents de ses partenaires sur le terrain en regard des sept étapes charnières qui pavent un chemin au-delà du relèvement, à l'horizon 2030. Ces quatre domaines sont la **gouvernance**, la **protection sociale**, l'**économie verte** et la **disruption numérique**.



La prochaine phase de la réponse du PNUD à la crise de la COVID-19 intègre notre rôle de chef de file technique dans le cadre socioéconomique de l'ONU, représenté par le cercle intérieur ci-dessus, et elle se concentre sur quatre domaines d'action spécifiques du PNUD. Notre réponse vise à aider les décideurs à voir plus loin que le relèvement, à l'horizon 2030, afin qu'ils puissent faire des choix et gérer la complexité et l'incertitude dans quatre domaines principaux : la gouvernance, la protection sociale, l'économie verte et la disruption numérique.



Gouvernance – forger un nouveau contrat social

Cet axe de travail est plus important que jamais, alors que les gouvernements, sous pression, doivent gérer la crise et l'incertitude, mettre en place des services numériques, donner accès à l'information et à la protection sociale, et fonctionner de manière transparente, responsable et efficace. Les gouvernements et la société civile devront coopérer pour promouvoir la cohésion sociale et l'égalité des sexes, tout en défendant les droits de l'homme et l'état de droit, en particulier dans les pays fragiles et frappés par des conflits, où les préoccupations liées à la justice et à la sécurité peuvent être plus vives.

Le PNUD aidera ses partenaires à opérer des choix qui renforceront le capital social, favoriseront une offre de services inclusive et ouvriront l'espace citoyen pour asseoir les bases de la société future – un nouveau contrat social qui tiendra pleinement compte de la liberté d'action des individus, qui renforcera la confiance dans les institutions et qui comblera le fossé qui sépare les citoyens de l'État.

L'axe de travail du PNUD consacré à la gouvernance et à la liberté d'action met l'accent sur les éléments suivants :

- promouvoir l'état de droit et les droits de l'homme et soutenir les institutions des gouvernements nationaux et locaux pour qu'elles puissent garder leurs portes « ouvertes » grâce à l'e-gouvernance, gérer la crise et l'incertitude, élaborer et mettre en œuvre des politiques d'urgence, des réglementations et une planification d'urgence, assurer la continuité des services essentiels, lutter contre la corruption et démentir les fausses informations, en collaboration avec les IFI, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de nombreux autres partenaires ;
- éliminer les stéréotypes fondés sur le genre et les moteurs de la discrimination et des préjugés, tout en assurant la continuité des services qui contribuent à l'émancipation des femmes et qui aident les victimes de violence fondée sur le genre, en collaboration avec ONU-Femmes et d'autres partenaires ;
- soutenir les gouvernements pour qu'ils puissent se dégager une marge de manœuvre budgétaire, investir dans les marchés prioritaires, renforcer la collaboration avec le secteur privé et élaborer des stratégies de relance économique inclusives et écologiques, y compris – en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) – pour les migrants et les personnes déplacées de force ;
- renforcer le capital social – les habitudes, les normes et les systèmes en faveur de l'expression, de l'inclusion et de la solidarité – et la collaboration avec la société civile ; et
- maintenir l'élan en faveur de la prévention des conflits et des transitions pacifiques dans le cadre de nos efforts continus visant à promouvoir des résultats conjoints dans les domaines humanitaire, du développement et de la paix dans les contextes fragiles, en étroite collaboration avec le dispositif de consolidation de la paix de l'ONU, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la Banque mondiale et bien d'autres partenaires.



Protection sociale – déraciner les inégalités

La protection sociale, qui englobe les envois de fonds, la couverture sanitaire universelle et l'accès à d'autres services de base, jouera un rôle central dans le déracinement des inégalités déjà bien ancrées dans nos sociétés avant la COVID-19 et qui sont aujourd'hui encore plus manifestes. Le mouvement en faveur de l'égalité des sexes est à l'origine d'une vague de changement qu'il convient de soutenir pour lutter contre la discrimination et les préjugés qui émanent de normes sociales solidement établies, notamment en ce qui concerne la répartition des tâches non rémunérées, les postes à responsabilité et la sphère numérique.

Pour pouvoir investir dans ces domaines, les gouvernements ont besoin d'une marge de manœuvre budgétaire. Le PNUD a fait sien l'appel du Secrétaire général en faveur d'un moratoire de la dette pour l'ensemble des pays vulnérables et il aidera les pays à tirer parti de cette capacité budgétaire de manière efficace. La solidarité et les partenariats entre le secteur public et le secteur privé seront primordiaux pour bâtir des systèmes de protection sociale résilients capables de résister aux chocs, pour élaborer des stratégies destinées aux travailleurs du secteur informel et pour créer un nouveau type d'emplois résilients et verts favorisant l'entrepreneuriat des jeunes.

L'axe de travail du PNUD consacré à la protection sociale met l'accent sur les éléments suivants :

- les envois de fonds et les possibilités en matière d'inclusion financière, en partenariat avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) et d'autres partenaires, et notamment la mise en place d'un revenu minimum temporaire et d'un revenu minimum universel dans le cadre d'un nouveau contrat social ;
- l'avenir du travail, avec l'Organisation internationale du travail (OIT), l'UNICEF, le PNUE et d'autres partenaires ;
- des mesures de protection sociale et des mesures de relance budgétaire qui tiennent compte de l'économie des services à la personne et qui soient inclusives, s'adressant aux travailleurs domestiques et informels, aux personnes handicapées, aux migrantes et à d'autres groupes, en collaboration avec ONU-Femmes, la FAO, la Banque mondiale et de nombreux autres partenaires ; et
- promouvoir une couverture sanitaire universelle et soutenir les systèmes et les services de soins de santé, y compris pour les populations clés et les personnes vivant avec le VIH, en coopération avec l'OMS, l'ONUSIDA, le Fonds mondial et d'autres partenaires.



Économie verte – rétablir l'équilibre entre la nature, le climat et l'économie

Le moment est venu de rétablir l'équilibre entre les populations et la planète, en élaborant des solutions fondées sur la nature et en atténuant les risques que présentent ces solutions dans le cadre d'un nouveau filet de sécurité sociale mondial, en encourageant des partenariats public-privé durables dans des secteurs tels que l'écotourisme et les transports écologiques, en permettant à l'agriculture de passer du statut d'émetteur de carbone à celui de puits de carbone, et en menant une réflexion et une action conjointes avec le secteur de la santé pour lutter contre la pollution de l'air qui tue chaque année 7 millions de personnes.

En ce qui concerne les changements climatiques et les systèmes énergétiques, selon une nouvelle étude de l'IRENA, la décarbonisation de l'économie mondiale à l'horizon 2050 permettrait de réaliser des économies huit fois supérieures aux coûts, si l'on tient compte des avantages sur les plans de la santé et de l'éducation. Entre aujourd'hui et 2050, le PIB mondial cumulé augmenterait de 98 000 milliards USD par rapport à un scénario de statu quo et le nombre d'emplois liés aux énergies renouvelables quadruplerait pour atteindre 42 millions.

Alors qu'ils s'apprêtent à déterminer la manière dont ils investiront l'argent des contribuables, les gouvernements sont aujourd'hui face à un choix : stimuler les industries exploitant des combustibles fossiles et d'autres vestiges du passé – en misant sur des aides d'urgence à court terme qui ne feront que nous pousser un peu plus vers une collision avec la nature – ou investir dans une économie verte inclusive.

L'axe de travail du PNUD consacré à l'économie verte met l'accent sur les éléments suivants :

- collaborer avec le PNUE, la FAO, l'ONU-Habitat et de nombreux autres partenaires pour stimuler une relance écologique et résiliente, en faisant en sorte que les contributions déterminées au niveau national et les plans d'adaptation des pays puissent se traduire en des solutions pour le climat dans les domaines de l'urbanisme, de l'agriculture et de l'occupation des sols ;
- coopérer avec l'OIT et d'autres partenaires pour aider les pays à explorer les subventions en faveur d'une relance verte, afin de promouvoir et de protéger les emplois et les moyens de subsistance fondés sur la nature, y compris l'entrepreneuriat en zone rurale ;
- promouvoir des solutions et des approches fondées sur la collectivité et à l'initiative de celle-ci, en particulier dans les communautés autochtones ; et
- coopérer avec le PNUE, l'IRENA et d'autres partenaires pour accélérer la transition vers l'énergie verte dans le cadre de la riposte à la COVID-19, notamment en apportant un appui aux pays en ce qui concerne l'économie politique de la réforme des subventions aux combustibles fossiles.



Disruption numérique et innovation – pour une évolution rapide à grande échelle

Dans le contexte de la fermeture des écoles et des disparités marquées en matière d'accès à l'apprentissage en ligne, le Bureau du Rapport sur le développement humain du PNUD estime que 86 % des enfants de l'enseignement primaire ne sont aujourd'hui plus à l'école dans les pays à développement humain faible, contre seulement 20 % dans les pays à développement humain très élevé. Il s'agit du recul le plus important jamais enregistré, un bond en arrière qui nous renvoie dans les années 1980, bien avant la définition des Objectifs de développement durable ou des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Comblent l'écart en matière d'accès à internet permettrait de **réduire de moitié la régression du développement humain**, en permettant aux enfants d'à nouveau suivre un enseignement, même si c'est à distance. Nos partenaires au sein de l'UNICEF, de l'UNESCO, de l'OIT, de l'UIT, de l'OMS et de l'UNCDF, entre autres, sont bien conscients que le soudain recours accru à l'enseignement virtuel, au télétravail, à la télémédecine et aux paiements numériques pendant la crise de la COVID-19 ne sont que le sommet de l'iceberg. Les investissements dans la transformation numérique contribuent à la riposte à la pandémie, tout en ouvrant la voie à une accélération de la numérisation au-delà du relèvement.

L'axe de travail du PNUD consacré au numérique met l'accent sur les éléments suivants :

- aider les gouvernements et les institutions à garder leurs portes « ouvertes » en travaillant à distance à l'aide de plateformes numériques, tout en planifiant des stratégies plus vastes en matière de transformation numérique ;
- fournir à distance des services publics essentiels, y compris dans le secteur des soins de santé ;
- soutenir l'intégration des données et une réflexion à l'appui d'un meilleur processus décisionnel ;
- mettre en place des plateformes de paiement numérique et des systèmes d'e-commerce, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes et en comblant la fracture numérique pour les femmes et les populations marginalisées ; et
- promouvoir les solutions financières numériques, notamment pour faciliter les envois de fonds, en collaboration avec le Fonds d'équipement des Nations Unies, la Banque mondiale, l'Organisation internationale pour les migrations et d'autres partenaires.

Dans cette seconde phase de notre réponse à la COVID-19, notre action visera à obtenir des résultats dans ces quatre domaines imbriqués, dans la perspective du relèvement socioéconomique et au-delà, afin de jeter les bases d'une transition équitable et juste vers l'avenir. Ces axes de travail pourront évoluer au gré des besoins des pays, alors qu'ensemble, nous continuons de nous adapter aux répercussions de la pandémie et à en tirer des enseignements.

Pour la suite, le PNUD a établi une série d'**offres intégrées de politiques et de programmes** qui, si elles sont combinées et ordonnancées pour répondre aux besoins locaux, contribueront à l'obtention de résultats dans ces quatre domaines, tout en accélérant la progression vers les objectifs du Plan stratégique du PNUD.

Des partenariats pour l'innovation et le financement

En tant qu'intégrateur du système des Nations Unies pour le développement, le PNUD réunit des partenaires pour doter les décideurs nationaux d'outils qui les aideront à aligner les investissements publics et privés. Le PNUD travaille avec plus de 50 gouvernements à l'élaboration de **cadres de financement nationaux intégrés (INFF)** en vue d'aligner la riposte à la COVID-19 sur les ODD. À titre d'exemple, en partenariat avec l'Union européenne (UE) et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UN-DESA), et avec des ressources tirées du Fonds commun pour la réalisation des ODD, le PNUD travaille avec les coordonnateurs résidents et des organismes de l'ONU, dont l'UNICEF, pour mettre en œuvre des INFF dans le cadre du relèvement socioéconomique. Nous coopérons également avec le secteur privé pour :

- mettre en évidence les possibilités d'investissement pendant la phase de relèvement au moyen de **Cartes pour investisseurs du SDG Impact**, et nous travaillons avec le secteur des assurances sur des instruments de financement du risque et la modélisation des risques ;
- soutenir la production locale de technologies de la santé et assurer le transfert de technologie dans le contexte de la pandémie de COVID-19, en tant que partenaire essentiel du **Partenariat pour l'accès à la technologie** (*Technology Access Partnership*), lancé en mai dernier par la Banque de technologies de l'ONU, en collaboration avec le PNUD, la CNUCED et l'OMS ;
- établir des liens avec des réseaux d'entreprises qui réunissent plus de 50 000 entreprises membres dans 13 pays dans le cadre de l'initiative **Connecting Business** dirigée par le PNUD et l'OCHA ; et
- réfléchir aux scénarios post-pandémie avec les petites et moyennes entreprises (PME) au moyen d'instruments prospectifs stratégiques, en collaboration avec l'UNCDF.

Le PNUD lance un Mécanisme destiné au secteur privé pour le relèvement de la COVID-19 en partenariat avec le Pacte mondial des Nations Unies, la Chambre de commerce internationale et des entreprises telles que Microsoft, PwC et DHL.

L'action conjointe et coordonnée du PNUD avec les **IFI**, notamment pour la réalisation d'évaluations des effets socioéconomiques, permet de maximiser les synergies, d'éviter les chevauchements et d'aider les gouvernements et les IFI à choisir, élaborer et ordonnancer des projets pouvant être financés et qui contribuent à la mise en place d'économies vertes et au renforcement des institutions et des systèmes nationaux et locaux, y compris les systèmes de santé.

Les Accelerator Labs du PNUD

Le Réseau d'Accelerator Labs du PNUD a été établi à travers 78 pays en tout juste 12 mois et il a remporté le prix *Global Public Service Teams of the Year 2019* décerné par Apolitical pour ses politiques factuelles. Le réseau continue de s'étendre.

Les laboratoires, qui grâce à leur structure unique sont capables de mettre au jour et de valider des solutions locales pour le développement, démontrent leur agilité en aidant les pays à se préparer à la COVID-19, à y répondre et à s'en relever.

De solutions d'envois de fonds innovantes au Kenya, en Ouganda et en Malaisie à la mise en place de plateformes de partage de données en temps réel en Colombie et aux Philippines, en passant par la planification de l'avenir des parcs industriels en Éthiopie, ces laboratoires forgent de nouveaux partenariats efficaces pour faire face aux impacts socioéconomiques de la pandémie.



Financer notre réponse

Au début de la pandémie de COVID-19, en mars dernier, le PNUD a présenté une offre de réponse sur trois à six mois évaluée à 500 millions USD pour couvrir trois domaines thématiques :

1. Appui aux systèmes de santé : 150 millions USD
2. Gestion de crise et riposte inclusives et intégrées : 250 millions USD
3. Évaluation des besoins et riposte face aux répercussions sociales et économiques : 100 millions USD

Aujourd'hui, alors que l'appui aux systèmes de santé et la gestion de crise restent au centre de notre action, l'ampleur de notre offre socioéconomique s'est accrue en réponse aux besoins des pays et au vu du rôle de chef de file technique que le PNUD a été invité à jouer au sein du système des Nations Unies.

Le PNUD remercie tous les partenaires de financement qui ont fourni des fonds pour la première phase de sa réponse à la COVID-19, en acceptant de réaffecter des engagements existants et d'apporter de nouveaux fonds. Le PNUD continue de compter sur l'apport de fonds supplémentaires de ses partenaires pour soutenir les pays de programme face à la crise sanitaire actuelle, notamment au travers d'un appui aux systèmes de santé et d'un soutien pour la gestion de crise, et pour contribuer à la prise en charge des besoins mis en évidence pour les 12 à 18 mois prochains (voir ci-dessous).

	Domaine	Besoin de financement
Poursuite de la phase 1	1+2. Appui continu face à la crise sanitaire	200 millions USD
	3. Gouvernance	150 millions USD
Expansion de la phase 2	4. Protection sociale – déraciner les inégalités	120 millions USD
	5. Économie verte	150 millions USD
	6. Disruption numérique et innovation	80 millions USD
	Total	700 millions USD

Ces fonds peuvent être mis à la disposition du PNUD par l'intermédiaire des canaux présentés à la page suivante.



GUICHETS DE FINANCEMENT

- Offre un mécanisme de financement flexible pour la riposte à la COVID-19 dans quatre domaines : la pauvreté et les inégalités ; la gouvernance, la consolidation de la paix et les crises ; la nature, le climat et l'énergie ; et les questions de genre.
- Les ressources destinées à la riposte à la COVID-19 sont rapidement allouées, elles peuvent être destinées à des régions ou à des pays avec un suivi efficace et des gains d'efficacité dans l'élaboration de rapports consolidés sur les résultats obtenus pour les partenaires, ce qui permet de réduire les coûts de transaction et de réaliser des économies supplémentaires.



RESSOURCES ORDINAIRES

- Au cœur des capacités du PNUD à innover, à déployer son action en faveur du développement efficacement et à l'échelle requise, à multiplier l'impact des résultats, à maintenir une transparence exemplaire, à exercer une supervision efficace et à assurer la responsabilité.
- Contribuent à la capacité du PNUD de soutenir les pays dans leur riposte à la COVID-19 conformément à son rôle d'intégrateur et en étroite collaboration avec les équipes de pays et les coordonnateurs résidents de l'ONU sur le terrain.



FINANCEMENT DIRECT AU NIVEAU DES PAYS

- Permet aux partenaires d'allouer directement leurs fonds aux projets menés par le PNUD en réponse à la COVID-19 au niveau des pays.
- Permet l'élaboration, en collaboration avec des partenaires locaux et en coordination avec les gouvernements hôtes, de solutions locales pour répondre aux besoins humanitaires et en matière de développement liés à la COVID-19.



FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ACTION FACE À LA COVID-19 ET POUR LE RELÈVEMENT

- Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire et interinstitutions créé pour aider les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire à surmonter la crise sanitaire et de développement, ainsi que pour apporter un soutien à ceux qui sont les plus vulnérables face aux difficultés économiques et aux bouleversements sociaux.
- De par son rôle d'intégrateur, sa grande expérience dans l'administration de fonds et en tant que gestionnaire du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaire de l'ONU (MPTF), le PNUD soutient activement ce mécanisme de financement commun qui s'inscrit dans une approche efficace du développement. Pour le premier cycle de propositions, le PNUD a noué un partenariat avec 12 organismes de l'ONU, afin de permettre aux gouvernements et aux collectivités d'enrayer la propagation du virus et d'atténuer les effets socioéconomiques de la crise, en protégeant les populations et leurs moyens de subsistance.



PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE GLOBAL

- Initialement lancé en mars avec des besoins financiers totaux établis à 2,01 milliards USD, dont 120 millions USD pour le PNUD.
- Le PNUD coopère étroitement avec la FAO, l'OIM, l'UNICEF, le HCR et le PAM afin que l'accent soit mis sur les besoins essentiels, les filets de protection sociale, l'aide humanitaire, et le renforcement de la mobilisation et de la sensibilisation des populations pour aider les plus vulnérables.

#NextGenUNDP en action

Grâce à l'investissement d'États Membres et comme en témoigne l'Examen à mi-parcours du plan stratégique du PNUD, #NextGenUNDP est une organisation de plus en plus agile et adaptée à ses objectifs, capable d'obtenir des résultats de qualité rapidement et à l'échelle requise avec des niveaux élevés de transparence et de responsabilité.



PRISE EN MAIN PAR LES PAYS

La présence du PNUD dans plus de 140 pays de programme a favorisé l'adoption de solutions de développement que les pays dirigent et s'approprient, y compris en réponse à la COVID-19.



PARTENAIRE DE CONFIANCE

À l'occasion de l'Enquête 2020 du PNUD sur les partenariats, lors de laquelle 3 100 partenaires ont été sondés, 80 % des répondants ont estimé que le PNUD était un partenaire précieux et de confiance dans la progression vers les ODD.



LEADER EN MATIÈRE DE TRANSPARENCE

En 2018, l'[Indice international pour la transparence de l'aide](#) a qualifié le PNUD d'organisme des Nations Unies le plus transparent pour la troisième année consécutive.



CONSEILLER DE CHOIX SUR LES POLITIQUES À MENER

Selon une [analyse indépendante réalisée par AidData](#), l'influence qu'exerce le PNUD sur la définition des priorités des pays et l'aide qu'il leur apporte en tant que source fiable d'information sur le développement pour l'élaboration de leurs politiques dépassent de loin le cadre de son levier financier.



EXPERTISE POLITIQUE

Le PNUD, qui peut compter sur 17 000 collaborateurs, est doté d'un réseau d'experts de renommée internationale connectés à travers 170 pays et territoires au sein de son [Réseau mondial pour les politiques](#), qui promeut l'apprentissage et les échanges Sud-Sud au quotidien.



PARTENAIRE DE SOLUTIONS POUR L'ONU

Le PNUD héberge des fonctions cruciales pour l'action de l'ONU à travers le monde : le programme des Volontaires des Nations Unies, l'UNCDF, le MPTF et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ; et il constitue le socle opérationnel du système des coordonnateurs résidents de l'ONU, en assurant une offre de services rapides et de qualité.



SOLUTIONS INTÉGRÉES

Le PNUD œuvre à la réalisation des ODD, en élaborant avec ses partenaires des [solutions intégrées et systémiques](#), qui conjuguent les politiques et les programmes, les données et les analyses, le financement, l'innovation et l'apprentissage.



SOLUTIONS NUMÉRIQUES

La nouvelle plateforme numérique du PNUD [SparkBlue](#) facilite la co-crédation de solutions et le partage de connaissances avec des chefs de file du développement et des conseillers externes partout dans le monde.



TRAÇABILITÉ DES INVESTISSEMENTS

Le PNUD répertorie systématiquement l'ensemble des investissements consacrés à la réponse à la COVID-19 dans son Système de planification des ressources internes, qui sera bientôt accessible à ses partenaires depuis le [portail transparence du PNUD](#).

CONTRIBUTEURS AUX RESSOURCES ORDINAIRES EN 2019

- | | | | |
|----------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| 1. ROYAUME-UNI | 14. AUSTRALIE | 27. RUSSIE | 40. RÉPUBLIQUE SLOVAQUE |
| 2. JAPON | 15. RÉPUBLIQUE DE CORÉE | 28. THAÏLANDE | 41. ISRAËL |
| 3. SUÈDE | 16. QATAR | 29. KOWEÏT | 42. VIET NAM |
| 4. ÉTATS-UNIS | 17. ITALIE | 30. BANGLADESH | 43. LIECHTENSTEIN |
| 5. NORVÈGE | 18. NOUVELLE-ZÉLANDE | 31. ÉMIRATS ARABES UNIS | 44. MONGOLIE |
| 6. ALLEMAGNE | 19. INDE | 32. SINGAPOUR | 45. ANDORRE |
| 7. SUISSE | 20. CHINE | 33. COSTA RICA | 46. CAMBODGE |
| 8. PAYS-BAS | 21. LUXEMBOURG | 34. PORTUGAL | 47. GUYANA |
| 9. CANADA | 22. ARABIE SAOUDITE | 35. RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 48. PAKISTAN |
| 10. DANEMARK | 23. TURQUIE | 36. MAROC | 49. SAMOA |
| 11. FRANCE | 24. ESPAGNE | 37. ISLANDE | 50. PHILIPPINES |
| 12. BELGIQUE | 25. AUTRICHE | 38. ESTONIE | 51. MYANMAR |
| 13. IRLANDE | 26. FINLANDE | 39. INDONÉSIE | 52. ALBANIE |

#PartnersAtCore

